



*Ministère du Développement Économique
Bureau du Conseiller Diplomatique*

ITALIE

**INTERVENTION DE MONSIEUR CLAUDIO SCAJOLA,
MINISTRE ITALIEN
POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE,
A L'OCCASION DU 50° ANNIVERSAIRE DE LA CRÉATION
DE L'AGENCE POUR L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE
(Paris, 16 octobre 2008)**

Monsieur le Secrétaire Général de l'OCDE,
Monsieur le Directeur Général de l'AIEA,
Monsieur le Directeur Général de l'AEN,
Chers Collègues,

Je suis heureux de participer aux célébrations du 50° anniversaire de l'Agence pour l'Énergie Nucléaire.

J'exprime toutes mes félicitations pour la présentation de l'excellent ouvrage des « Perspectives de l'Energie Nuclaire ».

Cette célébration se déroule dans des circonstances critiques pour les politiques énergétiques de nos Pays. **Dans une conjoncture financière et économique difficile et incertaine, nous devons faire face à trois grands défis:**

- la sécurité de l’approvisionnement,
- la compétitivité de leurs systèmes énergétiques,
- le changement climatique mondial.

Nous considérons que l’énergie nucléaire apportera une contribution importante aux **stratégies de réponse** à ces défis.

L’Agence pour l’Énergie Nucléaire joue un rôle fondamental et irremplaçable dans la promotion de la collaboration entre nos Pays.

L’expérience nous montre que l’énergie nucléaire est une **ressource disponible à large échelle qui contribue à la diversification énergétique**, en diminuant la dépendance à l’égard des combustibles fossiles importés. C’est une forme d’énergie compétitive du point de vue des coûts, qui **ne produit pas d’émissions de gaz à effet de serre significatives** tout au long de son cycle de vie.

L’Italie pendant les premières décennies de l’utilisation pacifique de l’énergie nucléaire **faisait partie des nations les plus engagées** dans des programmes qui prévoyaient la réalisation et l’exercice de centrales électriques nucléaires, de réacteurs expérimentaux et d’installations du cycle du combustible.

Après un **référendum populaire de 1987** qui suivit l’accident de Tchernobyl, **toutes les activités existantes ont été arrêtées.**

Ce fut une **erreur monumentale** qui a représenté pour le Pays des coûts directs et indirects additionnels supérieurs à 50 milliards d’euros. L’industrie

nucléaire nationale **a continué ses activités**, mais seulement à l'étranger où nos entreprises sont présentes dans la conception, la construction et la gestion des installations.

Le Gouvernement de Monsieur Berlusconi **a décidé de relancer l'option nucléaire en Italie.**

L'objectif premier est de créer les conditions réglementaires et technologiques pour que les activités de construction de nouvelles centrales puissent commencer d'ici l'année 2013, avant la fin de l'actuelle législature.

L'objectif de plus long terme est le rééquilibrage du système de génération électrique national, qui aujourd'hui dépend pour plus de 60% du gaz naturel, dont la majeure partie est importée. Pour l'horizon 2030 nous misons sur 25% d'énergie nucléaire, 25% d'énergies renouvelables et 50% de combustibles fossiles, ce qui aboutira à une réduction des coûts de production de l'électricité. En Italie les coûts dépassent d'un tiers ceux des principaux pays européens.

Nos objectifs ont reçu le **soutien** de la majorité du public.

Afin de **créer un climat favorable** le Gouvernement est en train de :

- instituer la nouvelle agence nationale pour la sécurité nucléaire;
- définir des critères pour l'identification des sites nucléaires et l'homologation des technologies ;
- simplifier les procédures d'autorisation;
- définir des mesures de compensation pour les populations résidant à proximité

des nouvelles installations;

- apporter des solutions fiables pour le stockage des déchets nucléaires et pour le démantèlement des installations en fin de vie.

Afin que le redémarrage de l'option nucléaire soit couronné de succès en Italie et dans d'autres Pays il est nécessaire de prévoir des **réseaux internationaux et des collaborations entre les programmes développés à l'échelle nationale.**

Les coûts des technologies nucléaires sont **fortement influencés par des économies d'échelle.** Nous souhaiterions que les normes et les procédures de **sécurité et sûreté** soient le plus possible conformes aux modèles internationaux partagés. Le temps des technologies développées dans le cadre national et des normes valables pour un seul pays est désormais dépassé.

Dans cette optique **l'Agence pour l'Énergie Nucléaire a une mission unique et spéciale:** celle de favoriser la coopération entre les pays Membres afin que les règles, les normes, les procédures et les normes de sécurité et de sûreté des installations nucléaires soient le plus possible harmonisées et uniformes et qu'elles soient mises en œuvre même en promouvant le développement technologique.

Des réseaux et des collaborations internationales sont nécessaires dans le domaine de la recherche, dans le stockage de déchets radioactifs qui ont une longue durée de vie et dans le cycle du combustible nucléaire.

L'acceptation des technologies nucléaires par les populations de nos pays est facilitée si l'on crée **un climat de confiance dans les institutions, et de transparence des informations, confiance qui doit être fondée sur la capacité**

de maîtriser les technologies nécessaires.

L'Agence pour l'Énergie Nucléaire pendant ses cinquante années d'existence a beaucoup entrepris dans tous ces domaines, qui aujourd'hui dans un monde toujours plus interdépendant, **exigent de nouveaux engagements et accords avec d'autres Organisations Internationales et des formes de partenariat entre les Gouvernements et les industries.**

En 2009, l'Italie **préside le G8**: nous organiserons une réunion des Ministres de l'énergie au mois de mai prochain. Il est dans notre intention, avec l'accord des autres Pays, de proposer parmi les thèmes de discussion le rôle de **l'énergie nucléaire pour le développement économique et l'environnement.**

Merci de votre attention.